

Les crédits

M. Keyes: Monsieur le Président, le secrétaire parlementaire du ministre des Transports a déclaré: «On a déréglementé ce qui représentait le fardeau financier.» Était-ce vraiment un fardeau financier? La sécurité et les ressources financières qu'elle exige représentent-elles vraiment un fardeau pour ce gouvernement?

La sécurité est maintenant sacrifiée sur l'autel de la politique financière de ce gouvernement qui met à nu les entrailles et le cœur du principal service qui s'en charge. Pourquoi? Parce que le régime en place dit: «Nous voulons que la politique financière, les mesures d'austérité et la rationalisation prédominent. Au diable la sécurité!»

À la question du secrétaire parlementaire, je réponds précisément ce qui suit: oui, la sécurité existe au Canada, c'est certain. Je prends moi-même l'avion, de même que la majorité des députés qui, presque toutes les fins de semaine, traversent le pays pour se rendre dans leur circonscription puis revenir à Ottawa.

On note à la page 9522 du hansard du 17 décembre 1985 que ce gouvernement a également déclaré ce qui suit par le biais du ministre des Transports du temps, qui est maintenant vice-premier ministre:

«J'aimerais indiquer sans équivoque que le gouvernement n'entend ni proposer ni accepter de réformes qui puissent réduire le niveau de sécurité.» Voilà la politique du gouvernement.

Sait-on ce qui s'est produit depuis? Le 10 mars 1989, 24 personnes sont décédées dans l'écrasement d'un avion. Voilà ce qui est arrivé, mais la sécurité aérienne existe. Pourquoi? Je me reporte aux observations du juge Moshansky, qui a mené l'enquête approfondie et exhaustive sur l'accident en question, enquête qui a exigé des ressources incroyables étant donné sa durée et le nombre de fonctionnaires et de gens ordinaires qu'il a fallu interroger, et voici ce qu'il a déclaré dans ses constatations à la page 1007. Je cite:

On savait qu'une augmentation importante des effectifs était nécessaire pour répondre à la demande,

Quelle demande? La demande qu'entraînait la déréglementation. Or, ces augmentations n'ont jamais été autorisées, et encore moins obtenues. Pourquoi donc, monsieur le Président? Parce qu'une politique financière figure au programme du gouvernement—il faut économiser des sous. Voyons, il faut accroître la sécurité. Oui, la sécurité existe, mais il faut augmenter le nombre d'inspecteurs. Malheureusement, on nous dit qu'il faut se contenter du nombre d'inspecteurs actuel, mais je répète que ce nombre ne suffit pas.

• (1140)

M. Angus: Monsieur le Président, ma question à mon collègue porte sur la déréglementation. Il sait, pour avoir lu le rapport Moshansky, que le gouvernement fédéral avait été averti, au printemps 1984, des réalités de la déréglementation. On lui avait dit que le ministère n'était pas prêt pour le genre de déréglementation proposée par le ministre des Transports de l'époque, l'actuel député de Winnipeg-Sud-Centre.

Deuxièmement, la province de l'Ontario, gouvernée alors par David Peterson, a suivi la voie tracée par le fédéral et a déréglementé le camionnage, créant le chaos que nous avons vu à l'extérieur de la Colline et dans la région de Windsor.

J'aimerais que mon collègue m'explique comment sa position d'aujourd'hui se rattache aux positions des gouvernements libéraux du Canada et de l'Ontario.

M. Keyes: Monsieur le Président, je remercie mon collègue néo-démocrate de sa question.

En 1984, le très capable et inspiré ministre des Transports avait un plan qui devait incorporer des éléments que nous attendons toujours. Nous espérons les avoir cet automne, lorsqu'on nous proposera un réseau de transports complet, multimodal et intermodal. C'est ce que nous attendons cet automne de la Commission royale sur les transports.

Oui, en 1984, nous avons entendu les protestations de l'industrie et nous avons compris les demandes du public. Oui, la déréglementation était envisagée. Je peux vous dire toutefois que le principe en était encore à sa prime enfance, nous allions le travailler. Mais, nous savons ce qui s'est passé aux élections.

En 1985, le gouvernement actuel a pris le pouvoir et a commencé à nous donner tout ce que nous avons vécu en sept ans et demi, et le public en a marre. Si nous pouvions avoir des élections demain, tout le monde dirait: «Dieu soit loué, des élections. Allons voter et débarrassons-nous de ce gouvernement de fous.»

En 1985, le gouvernement s'est emparé de la déréglementation: «Voyons cela. Prenons les idées d'Axworthy et étudions-les» s'est-il dit.

Il a alors envoyé un groupe aux États-Unis, voir la FAA. À l'époque, celle-ci en était à sa septième année de déréglementation. Pendant sept ans elle avait observé l'industrie en voie de déréglementation. Et savez-vous ce qui est arrivé pendant ces sept années, l'industrie a prospéré. Il y avait plus de vols, moins de congestion et plus de trafic aux aéroports.